

● Les pays de la zone euro insistent pour prolonger l'actuel programme d'aide, ce qu'Athènes refuse. Est-ce vraiment une attitude déraisonnable ?

● Les médias allemands se déchaînent contre le gouvernement grec, tandis que l'exaspération gagne du terrain à Athènes.

● Sur les marchés financiers, une "sérénité apparente" règne. Jusqu'à quand ?

# La Grèce, à dix-huit contre un

## Le gouvernement grec est-il vraiment "irresponsable"?

Éclairage Olivier le Bussy

**R**ésumé des épisodes précédents. Les Etats membres de la zone euro poussent le gouvernement grec à demander une prolongation du programme d'aide financière lancé en 2012 et des conditions qui y sont attachées. La Grèce s'y refuse, plaidant pour la mise en place d'un crédit-relais de six mois, période mise à profit pour conclure un nouveau programme. Résultat : les deux réunions de l'Eurogroupe des 11 et 16 février se sont clôturées sur un constat d'échec.

Sans accord avant l'expiration du programme, le 28 février, la Grèce sera menacée de banqueroute dans les prochains mois. Mardi, le président de l'Eurogroupe, Jeroen Dijsselbloem, a répété son message de la veille : "La première étape de la procédure, (c'est qu'ils demandent une extension (du programme), dans ce cas on peut ouvrir le parapluie protecteur de ce programme [...] et on peut ensuite tranquillement discuter plus avant" ?

Message reçu ? Pas vraiment : "La Grèce n'accepte pas les conditions et les ultimatums", a assuré le Premier ministre grec Alexis Tsipras au groupe parlementaire de son parti de gauche radicale, Syriza.

### Le programme d'aide a échoué

Le spectre d'une sortie de la Grèce de la zone euro et ses imprévisibles conséquences revient hanter les esprits. A Berlin, et ailleurs, on a qualifié "d'irresponsable" l'entêtement grec. Le jugement est à

nuancer, selon l'économiste Gregory Claeys, du think tank Bruegel : "Le gouvernement grec est revenu sur plusieurs de ses demandes, dont la restructuration de la

dette. Ils affirment qu'ils la rembourseront intégralement, mais veulent renégocier des conditions de remboursement qui n'auront pas d'impact négatif sur la croissance. Ils veulent aussi lutter contre la fraude fiscale, comme le préconise le mémorandum, alors que le précédent gouvernement grec s'était assis sur la liste Lagarde (des grands fraudeurs grecs)".

En revanche, Athènes refuse de prolonger le programme d'aide et d'avaliser que la recette était la bonne. "C'est ce qu'estiment les ministres des Finances, parce qu'elle a permis à la Grèce de dégager un excédent budgétaire primaire. C'est insuffisant et le prix payé est insupportable. Le PIB grec s'est contracté de 25 %, le taux de chômage est de 25 %, les pensions sont à un niveau de famine...", constate Paul Jorion, du Groupe de réflexion sur l'économie positive. "Les Européens sont les derniers à penser que les programmes de 2010 et 2012 ont fonctionné. Les objectifs fixés en 2012, réclamant un excédent budgétaire primaire de 4,5 % du PIB sont irréalistes. Si on veut que la Grèce rembourse sa dette, il faut lui donner les moyens de sortir de la récession", ajoute Gregory Claeys.

Pour Charles de Marcilly, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Robert Schuman, "on ne peut pas demander au gou-

vernement grec de corriger en quelques semaines ce que ses prédécesseurs n'ont pas fait en 40 ans; le programme n'est pas un succès. Enfin, le nouveau pouvoir grec doit montrer qu'il a gagné quelque chose. Ce n'est pas déraisonnable".

Ce qui l'est, en revanche, selon M. de Marcilly, "c'est qu'ils veulent négocier sans rien avoir à mettre dans la balance. Fournir gratuitement l'eau et l'électricité à ceux qui ont moins de 400 euros par mois, c'est du bon sens. Mais réengager des fonctionnaires, augmenter le salaire minimum de 200 euros, ou rouvrir la télévision publique ERT, ce ne sont pas des réformes structurelles. Il faut une feuille de route sur l'établissement d'un cadastre, les mesures prises pour faciliter les créations d'entreprises..."

Les autres pays de la zone euro reprochent en effet aux autorités grecques le manque de précisions quant aux 30 % du programme qu'elles veulent renégocier. "Difficile de dire si les Grecs sont raisonnables. On ne sait toujours pas ce qu'ils veulent faire", soupire un diplomate. Athènes est prié de faire parvenir à Bruxelles une lettre, avant vendredi, qui présente les grandes lignes de leur programme.

**"It's politic, stupid"**

L'élément politique joue un rôle non négligeable dans la négociation. "Le gouvernement grec défend qu'il a été démocra-

tiquement élu. Mais les autres ministres aussi ont un mandat de leurs électeurs”, corrige Charles de Marcilly. “Il faut comprendre le Premier ministre finlandais (Stubb) qui devra défendre que l’on prête des milliards à la Grèce, juste avant les élections”, enchérit le diplomate.

De même, dirigeants espagnols, portugais, irlandais et chypriotes redoutent de devoir justifier devant leur opinion publique que la Grèce, elle, a été dispensée d’appliquer son programme... ce qui donnerait du grain à moudre à d’autres partis de gauche radicale, en Europe. “Mais aucun d’entre eux ne présente d’al-

ternative économique crédible”, juge M. de Marcilly. “Syriza n’appartient pas au club. Dans la zone euro, on est habitué à ce que des politiques de droite soient adoptées sans discussion.”, note M. Jorion. Qui met en garde : “Si aucune solution n’est proposée à la Grèce, c’est le parti néonazi Aube dorée qui apparaîtra comme l’alternative”.

Ce qui est clair, c’est que “s’il n’y a pas d’accord, il n’y aura que des perdants”, conclut le diplomate.

“Se contenter de dire, “nous avons

**besoin de plus d’argent et nous ne faisons plus rien du tout” en insultant les autres, cela ne va pas du tout.”**

**WOLFGANG SCHÄUBLE**  
Ministre allemand  
des Finances.

## A Athènes, la rue tempête

**Ambiance Angélique Kourounis**  
Correspondante à Athènes

Couverte de son drapeau grec, une pancarte à la main, Melina, 70 ans, tempête: “Mon temps est fini, je n’espère plus rien de mieux pour moi, mais pour mes enfants, oui, c’est pour eux que je suis là.” C’est la quatrième fois qu’elle descend de sa banlieue populaire de Petroupoli, à l’ouest d’Athènes. Elle harangue les journalistes: “Les Allemands nous ont déjà détruits deux fois, pendant la guerre et maintenant, avec les mémorandums d’austérité, c’est fini. Ils ont pris ce qu’ils pouvaient. Ils n’auront plus rien.”

Mais comment alors le pays va-t-il sortir de l’impasse dans laquelle il est? Melina a réponse à tout: “Seuls (le ministre des Finances) Varoufakis et (le Premier ministre) Tsipras peuvent faire quelque chose. On doit tous être avec eux car ils ne sont pas encore corrompus”. Evangelitsa, en tailleur, mise en plis et couleur, comme il faut, tient aussi à exprimer sa colère: “On s’est saignés pour nos enfants pour qu’ils puissent faire de bonnes études et maintenant ils partent tous à l’étranger, en Australie, en Allemagne, aux Etats-Unis. Ce pays se vide de ses forces vives! Cela ne peut plus continuer.”

“Et les suicides? Vous en parlez des suicides?” renchérit une autre dame ma-

nifestement d’un autre monde. Vêtements rapiécés, visage émâcié, cheveux gris terne. “Il faudra bien que quelqu’un rende des comptes pour eux.”

“Ce sera dur, mais il y aura un accord”

Les jeunes venus en masse à ces rassemblements sont plus combattifs, plus joyeux, plus confiants: “Il faut annuler cette dette. Ou le capitalisme, ou la vie. Ou nous, ou eux.” Anthée, coiffé d’un bonnet péruvien, danse la farandole au son de “On ne lâche rien”, qui passe en boucle sur les haut-parleurs. Thanos Condargyris, économiste et professeur, est aussi de la partie. Avec son manteau sombre, son écharpe rouge, il tranche dans la foule, mais il a le même sourire. “Il ne faut pas prendre les dates de négociation pour argent comptant. On arrivera à une solution, mais les négociations seront très dures.”

Opinion largement partagée par la presse, même si, au final, tout le monde en Grèce, retient son souffle. “Nous sommes aussi inquiets que déterminés”, souligne Georges Tsiaras, rédacteur en chef du quotidien “Le Journal des rédacteurs”. Même la presse économique n’a pas tiré à boulets rouges sur Tsipras. Pas encore. “On attend, on est confiants”, explique Xaris Menelaou qui travaille dans la finance. “On sera très vite fixés. Il sera toujours temps de dégainier.”

# L'“impertinence” grecque sidère les Allemands

**Marcel Linden**  
Correspondant en Allemagne

*d'autre choix que de fermer le robinet du crédit à Athènes.”*

Pour caractériser le comportement désinvolte des leaders grecs Alexis Tsipras et Yanis Varoufakis, les médias allemands empruntent l'expression yiddish “chuzpe”, qui signifie impertinence ou sans-gêne. Le brusque refus du ministre grec des Finances de reconduire le programme d'aide, que lui proposaient ses collègues de l'Eurogroupe, désem-

pare l'opinion allemande. Avant la réunion de lundi, le grand argentier allemand Wolfgang Schäuble avait posé la question: “*Que veut vraiment la Grèce?*” Mardi, après la rencontre des ministres des finances de l'UE, il a forcé la dose en insistant sur la date fatidique du 28 février, à laquelle expirera le programme d'aide en cours. Selon le ministre, le Bundestag devra donner son feu vert au prolongement de l'aide d'ici là. “*Le 28 février, 24 heures, it is over*”, a-t-il martelé. A Berlin, le député CSU Hans Michelbach, porteparole du puissant groupe parlementaire CDU-CSU de la commission des finances du Bundestag, a renchéri: “*Le niet grec doit avoir des conséquences. L'UE doit retenir les paiements prévus comme garantie pour les échéances de la Grèce aux partenaires européens. Conformément à ses statuts, la BCE n'a plus*

## “L'euro survivra à un Grexit”

La Bundesbank exige, de son côté, que l'apport de liquidités aux banques grecques ne finance pas indirectement l'Etat grec. Les correspondants allemands à Bruxelles, d'habitude très pro-européens, ont relevé que les ministres des Finances belge, autrichien et finlandais ont été beaucoup plus intransigeants à l'égard d'Athènes que Schäuble.

Les médias allemands ont, eux, réagi avec vigueur. Selon Thomas Roth, modérateur du journal télévisé de la chaîne ARD, pourtant orientée à gauche, le ministre grec a “*mis les pieds dans tous les plats possibles*”. Pour l'édition en ligne de l'hebdo libéral de gauche “Der Spiegel”, des “*révolutionnaires ivres*” ont pris le pouvoir et agissent de façon “*lâche et brutale*”. “Frankfurter Allgemeine” parle de la “*tactique du revolver*”, avançant qu'un “*Grexit secouerait les marchés, mais ne ferait pas sauter l'euro et à long terme la Grèce profiterait d'un retour à la drachme*”.

Les Allemands pensent que les Grecs souffrent d'un patriotisme pervers: ils saluent le défi lancé à Bruxelles, mais en même temps ils précipitent la banqueroute du pays en pillant leurs comptes en banque.